



**ACHATS CENTRAUX
HOTELIERS, ALIMENTAIRES
ET TECHNOLOGIQUES**
Hôpital Bicêtre
78, rue du Général Leclerc
94270 Le Kremlin Bicêtre
Tél. : 01 53 14 69 00
Fax : 01 53 14 69 99



CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

Consultation N°25-047

Procédure : Procédure adaptée

Objet : Assurance dommage ouvrage pour la reconstruction lourde d'un immeuble d'habitation sis 38 boulevard de Sébastopol et 59 rue Quincampoix 75 004 Paris

La garantie « Dommage Ouvrage » commence à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

Elle prend fin à l'expiration d'une période de dix (10) ans fermes à compter de la réception de l'ouvrage.

Toutefois, le contrat pourra intervenir avant réception, lorsque, après mise en demeure restée infructueuse, le contrat de louage d'ouvrage conclu avec l'entrepreneur est résilié pour inexécution par celui-ci de son obligation de réparer.

Également le contrat pourra intervenir après la réception des travaux et avant l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement lorsqu'après mise en demeure infructueuse, l'entreprise n'a pas exécuté dans le délai fixé au marché ou à défaut dans un délai de quatre-vingt-dix jours (90) son obligation de réparer.

Ce document comprend 26 pages.

A.P.-H.P.	Consultation n°25-047	ACHAT
CCTP.2 15/09/2021	Dernière mise à jour du : 20/02/2025	1 / 26

SOMMAIRE

GENERALITES.....	3
DEFINITIONS	3
DISPOSITIONS GENERALES	7
DETAIL DES LOTS POUR LES TRAVAUX.....	9
ASSURANCE DOMMAGE OUVRAGE.....	10
EXCLUSIONS	13
SINISTRES.....	15
AUDIT DES RISQUES.....	19

A.P.-H.P.	Consultation n°25-047	ACHAT
CCTP.2 15/09/2021	Dernière mise à jour du : 20/02/2025	2 / 26

GENERALITES

Le présent Cahier des Clauses Particulières est régi par le Code des Assurances Français et le Code de la Commande Publique.

Il garantit notamment les risques définis à l'article L. 242-1 du Code des Assurances Français et permet en particulier à l'AP-HP de satisfaire aux obligations définies au titre IV dudit code, instituées par la loi 78-12 du 4 janvier 1978 et ses textes d'application. (DO)

DEFINITIONS

ASSURE

L'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris (AP-HP), agissant en qualité de Maître d'ouvrage bénéficie de la qualité d'assuré ainsi que :

- Le Maître d'ouvrage délégué,
- Les Maîtres d'œuvre, notamment Architectes, BET, Ingénieurs, Techniciens ainsi que leurs sous-traitants,
- Les entreprises et leurs sous-traitants,
- Le bureau de contrôle,
- Les fournisseurs s'ils interviennent sur le chantier,
- Les conseils, consultants, associés, mandataires, préposés, des intervenants désignés ci-dessus,
- D'une manière générale tout intervenant sur le chantier même non désigné dans le marché.

ATTEINTE A L'ENVIRONNEMENT

- L'émission, la dispersion, le rejet ou le dépôt de toute substance solide, liquide ou gazeuse diffusée dans l'atmosphère, le sol ou les eaux de nature à mettre en danger la santé humaine, à nuire aux ressources biologiques et aux écosystèmes, à porter atteinte ou à gêner des agréments ou d'autres utilisations légitimes de l'environnement,
- La production d'odeurs, bruits, vibrations de températures d'ondes, radiations, rayonnements excédant la mesure des obligations ordinaires de voisinage, de nature à mettre en danger la santé humaine, à nuire aux ressources biologiques et aux écosystèmes, à porter atteinte ou à gêner des agréments ou d'autres utilisations légitimes de l'environnement.

AVOISINANT

Tout édifice dont l'AP-HP n'est ni propriétaire, ni locataire, ni occupante, situé en tout ou partie sur, sous, contre ou à côté du terrain et/ou de l'existant de l'objet de l'opération de construction.

CHANTIER

Lieu d'édification de l'ouvrage définitif.

CODE ET DECRET

Code des Assurances Français et Code de la Commande Publique.

CONTROLEUR TECHNIQUE

A.P.-H.P.	Consultation n°25-047	ACHAT
CCTP.2 15/09/2021	Dernière mise à jour du : 20/02/2025	3 / 26

La personne agréée, dans les conditions prévues à l'article L.111-25, 2^{ème} alinéa du Code de la Construction et de l'Habitation Français qui est appelée à intervenir, à la demande du maître d'ouvrage, pour effectuer le contrôle technique des études et des travaux ayant pour objet la réalisation de l'opération de construction.

COUT TOTAL DE LA CONSTRUCTION

Montant des dépenses de l'ensemble des travaux afférents à la réalisation de l'opération de construction, toutes révisions, honoraires, taxes et, s'il y a lieu, travaux supplémentaires compris.

En aucun cas, ce coût ne peut comprendre les primes ou bonifications accordées par le maître d'ouvrage au titre d'une exécution plus rapide que celle prévue contractuellement, ni se trouver amputé des pénalités pour retard infligées à l'entrepreneur responsable d'un dépassement des délais contractuels d'exécution.

DOMMAGES CORPORELS

Toute atteinte à l'intégrité physique d'une personne.

DOMMAGES IMMATERIELS CONSECUTIFS

Tout préjudice pécuniaire qui résulte de la privation de jouissance d'un droit, de l'interruption d'un service rendu ou de la perte d'un bénéfice et qui est la conséquence directe de dommages matériels garantis.

DOMMAGES MATERIELS

Toute détérioration ou destruction d'une chose ou substance.

EFFONDREMENT

L'écroulement ou la menace grave et imminente d'écroulement total ou partiel des ouvrages de fondations, d'ossature, de clos, (à l'exception de la partie mobile) et de couvert nécessitant le remboursement ou la reconstruction de la partie endommagée.

EXISTANTS

Les biens immobiliers situés sur ou à proximité immédiate du chantier, qui ne font pas l'objet du marché et qui sont :

- soit la propriété du Maître d'ouvrage ou du délégataire au moment de la prise d'effet du marché,
- soit destinés à devenir leur propriété pendant la période de validité du marché.

FRANCHISE

Somme restant à la charge de l'AP-HP en cas de sinistre.

INDICE

Index National des Prix du Bâtiment B.T. 01 et du Génie Civil T.P. 01 tels que publiés au Journal Officiel (base 100 en janvier 1974 pour les index « bâtiment » et janvier 1975 pour les index « génie civil »).

Si l'indice vient à être remplacé par un nouvel indice officiel applicable à la révision des marchés de travaux de génie civil, ce nouvel indice lui sera substitué pour l'application du marché.

MAITRE DE L'OUVRAGE

La personne, physique ou morale, désignée au Cahier des Clauses Particulières, qui conclut avec les constructeurs, au sens de l'article 1792-1 du Code Civil Français, les contrats de louage d'ouvrage afférents à la conception et à l'exécution de l'opération de construction.

OUVRAGE DE GENIE CIVIL

A.P.-H.P.	Consultation n°25-047	ACHAT
CCTP.2 15/09/2021	Dernière mise à jour du : 20/02/2025	4 / 26

On entend par « ouvrages de génie civil » pour la convention « Dommages-Ouvrages » et pour la convention « Assurance Responsabilité en cas de dommages à l'ouvrage après réception » :

- Voiries et réseaux de distribution de fluide,
- Parking, non considérés comme des ouvrages de « bâtiment », tels que visés par la loi du 04 janvier 1978.

RECEPTION

L'acte par lequel le maître d'ouvrage accepte les travaux exécutés, avec ou sans réserve, dans les conditions fixées par l'article 1792-6 du Code Civil Français ou en vertu d'une décision de justice.

SINISTRE

La survenance de dommages susceptibles d'entraîner la garantie de l'Assureur.

Constitue un seul et même sinistre :

- en assurance de responsabilité, l'ensemble des dommages résultant d'une même cause technique initiale qui trouve son origine dans la réalisation de l'opération de construction.
- en assurance de dommages, la survenance de dommages résultant d'une même cause technique ou d'un même évènement.

TIERS

Toute personne autre que :

- L'Assistance Publique Hôpitaux de Paris,
- le Directeur, les membres du Conseil d'Administration et les fonctionnaires, les agents de l'AP-HP, dans l'exercice de leurs fonctions.

TRAVAUX DE TECHNIQUE COURANTE

L'opération de construction consiste en des travaux de bâtiment de technique courante. Sont réputés de technique courante les travaux réalisés avec des produits ou procédés de construction :

- soit normalisés ou réputés « traditionnels », c'est-à-dire conformes, à la date d'ouverture de l'opération de construction aux dispositions suivantes sous réserve que celles-ci soient aussi en vigueur à cette même date :
 - la réglementation fixée par les lois, décrets et arrêtés,
 - les normes françaises homologuées, y compris celles portant une référence de D.T.U sous réserve que ces documents ne fassent pas l'objet d'un communiqué de « mise en observation » de la Commission de Prévention Produits (C2P)*
 - les règles et les cahiers des charges établis par les organismes professionnels du bâtiment ou les normes françaises non homologuées, sous réserve que ces documents aient été agréés par l'Assureur ou acceptés par la Commission Prévention Produits.
- Soit non « traditionnels », ni « normalisés », sous la triple condition suivante (à la date d'ouverture de l'opération de construction) :
 - qu'ils aient fait l'objet d'un avis technique, ou d'un Agrément Techniques Européen (ATE) en cours de validité ou d'une Evaluation Technique Européenne (TET) bénéficiant d'un Document Technique d'Application (DTA), favorable et en cours de validité, de la commission ministérielle instituée par l'arrêté du 2 décembre 1969, ou d'une Appréciation Technique d'Expérimentation (ATex) avec avis favorable.
 - qu'ils soient mis en œuvre dans les conditions, limites et prescriptions stipulées dans cet Avis Technique et le Cahier des Prescriptions Techniques annexé à celui-ci ou auquel il se réfère et, s'il n'y a pas contradiction avec celles-ci, dans le dossier de travail annexé à l'Avis technique,

A.P.-H.P.	Consultation n°25-047	ACHAT
CCTP.2 15/09/2021	Dernière mise à jour du : 20/02/2025	5 / 26

AP-HP

- qu'ils ne fassent pas l'objet d'un communiqué de « mise en observation » de la Commission Prévention Produits*
 - Soit ayant fait l'objet d'un Cahier des Clauses Particulières de conception, de fabrication et de mise en œuvre, qui a reçu un agrément temporaire de l'Assureur, sous réserve que cet agrément temporaire soit en cours de validité à la date de mise en œuvre du produit ou procédé et que soient respectées les conditions de délivrance de cet agrément et de mise en œuvre du produit ou procédés précisées dans l'attestation d'agrément.
- * Les communiqués de la C2P sont accessibles sur le site internet de l'Agence Qualité Construction (<http://www.qualiteconstruction.com>).

L'opération concerne des travaux avec intervention sur des existants qui ne modifient pas les structures porteuses horizontales ou verticales, ni les efforts supportés par ces structures. Elle fait l'objet d'une étude de sol réalisée par un bureau d'étude technique de géotechnique ainsi que d'une mission de contrôle technique.

A.P.-H.P.	Consultation n°25-047	ACHAT
CCTP.2 15/09/2021	Dernière mise à jour du : 20/02/2025	6 / 26

DISPOSITIONS GENERALES

1. OBJET DU MARCHÉ

L'opération d'assurance relative à la **reconstruction après un sinistre Incendie au 38 boulevard de Sébastopol/59 rue Quincampoix - 75004 PARIS** est composée d'un lot unique intitulé « **Assurance Construction** ».

2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Le marché est constitué des documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'Engagement (A.E.),
- Le rapport d'Audit des Risques,
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (C.C.P.), dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'AP-HP fait seul foi.
- Les Conditions Générales du Contrat d'Assurance.

3. MISE EN PLACE DES GARANTIES

Pour la garantie Dommages Ouvrage, le marché est conclu pour une durée de 10 ans fermes à compter de la réception de l'ouvrage.

Toutefois, le contrat pourra intervenir avant réception, lorsque, après mise en demeure restée infructueuse, le contrat de louage d'ouvrage conclu avec l'entrepreneur est résilié pour inexécution par celui-ci de son obligation de réparer.

4. DISPOSITIONS RELATIVES AU PAIEMENT DE LA COTISATION

4.1 - Forme et contenu des prix

La cotisation nette hors taxes – prix des prestations d'assurance comprenant le coût technique du risque augmenté des frais d'acquisition et d'administration – est fixée dans l'acte d'engagement ainsi que le chargement fiscal correspondant à la nature des risques garantis. La cotisation est payée toutes taxes comprises, soit T.T.C.

« Les taux accordés pour le calcul de la cotisation sont fermes et uniquement révisables dans les cas suivants :

- Sur l'assiette du Décompte Général Définitif (DGD) de l'opération, si le coût définitif TTC du montant des travaux y compris honoraires est différent du coût prévisionnel déclaré,
- Si le projet subit des modifications techniques constituant une aggravation du risque déclaré initialement,
- Si le souscripteur demande la reconstitution des garanties après sinistre.

A.P.-H.P.	Consultation n°25-047	ACHAT
CCTP.2 15/09/2021	Dernière mise à jour du : 20/02/2025	7 / 26

AP-HP

Le montant de la cotisation peut être fixé sur une base provisoire. Il fait l'objet d'une régularisation destinée à rétablir le montant définitif lors de la fourniture du Décompte Général Définitif. Les modalités de fixation de la cotisation provisoire ou provisionnelle (cotisation provisoire = taux x enveloppe prévisionnelle) et de la cotisation définitive (cotisation définitive = taux x Décompte Général Définitif) sont précisées dans le Cahier des Clauses Particulières.

A cet effet, l'AP-HP s'engage à déclarer :

- Le coût total prévisionnel de la construction sur lequel sera perçue la cotisation provisoire, - Dans les deux mois de l'arrêté des comptes définitifs de la construction le coût total définitif d'après lequel sera calculé, s'il y a lieu, le complément de cotisation résultant de la différence entre la cotisation définitive et la cotisation provisoire.

A compter d'un délai de trois mois suivant la date de réception du Décompte Général Définitif, l'Assureur s'oblige à remettre à l'AP-HP l'avenant de régularisation fixant le coût définitif du marché d'assurance.

4.2 – Variation des prix

Les taux accordés pour le calcul de la cotisation sont fermes et uniquement révisables sur l'assiette du Décompte Général Définitif (D.G.D.) de l'opération.

Les paiements sont effectués par l'AP-HP par mandat administratif dans un délai de 50 jours maximum à compter de la réception de la demande de règlement, conformément aux dispositions de l'article R 2192-10 du Code de la commande publique.

Le taux d'intérêt qui s'applique est celui prévu par l'article R 2192-31 du Code de la commande publique, soit le taux des intérêts moratoires égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

La cotisation est payable d'avance et sera réglée pour une période annuelle, conformément aux dispositions du Code des Assurances, et révisable selon l'article R 2112-13 du Code de la commande publique.

A.P.-H.P.	Consultation n°25-047	ACHAT
CCTP.2 15/09/2021	Dernière mise à jour du : 20/02/2025	8 / 26

DETAIL DES LOTS POUR LES TRAVAUX

N°	Corps d'état	Montant total € HT
	Encadrement de chantier	202 014,8
	Actualisation prix entre fevrier 2023 et juin 2023	Compris PU
	Installation de chantier	410 338,1
1	Désamiantage & déplombage	78 401,6
2	Démolition & Curage	336 383,1
3	Terrassement-Fondations-Gros Œuvre-Maçonnerie	1 024 019,6
4	Etanchéité-Charpente-Couverture-Zinguerie-Etanchéité	323 196,5
5	Traitement des façades	371 962,6
6	Serrurerie	138 412,1
7	Menuiseries extérieures - Occultations	493 737,8
8	Isolation thermique intérieure - Cloisons doublages	270 759,2
9	Plafonds - Faux plafonds	90 801,3
10	Menuiseries intérieures	154 371,8
11	Revêtements de sol et faïence	143 089,4
12	Peinture	142 706,0
13	Signalétique	3 527,4
14	Electricité Courants Forts	165 251,2
15	Electricité courants faibles	61 200,9
16	Plomberie	247 905,7
17	Chauffage/VMC/Climatisation	218 192,0
	Récupération des eaux grises (option)	Option
18	Appareils élévateurs	61 972,8
19	Mobilier	110 272,0
	MONTANT TOTAL	5 048 516,0

En cas de sous-traitance, la réponse doit correspondre à l'entreprise qui exécutera effectivement les travaux.

A.P.-H.P.	Consultation n°25-047	ACHAT
CCTP.2 15/09/2021	Dernière mise à jour du : 20/02/2025	9 / 26

ASSURANCE DOMMAGE OUVRAGE

1. DECENALES OBLIGATOIRES

L'Assureur garantira à l'AP-HP, Maître d'ouvrage et/ou propriétaire de l'ouvrage au moment du sinistre, agissant tant pour son compte que pour le compte de qui il appartiendra, en dehors de toute recherche de responsabilité, le paiement des travaux de réparation des dommages matériels, même résultant d'un vice du sol, qui compromettent la solidité de l'opération de **reconstruction après un sinistre Incendie au 38 boulevard de Sébastopol/59 rue Quincampoix – 75004 PARIS** ou qui l'affectant dans l'un des ses éléments constitutifs ou d'équipements, le rendent impropre à sa destination

Les travaux de réparation comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontage, éventuellement nécessaires.

2. GARANTIES COMPLEMENTAIRES

Moyennant les stipulations figurant ci-après, l'Assureur garantira également les risques énumérés ci-dessous :

2.1. Bon fonctionnement des éléments d'équipement

L'Assureur garantira à l'AP-HP, Maître d'ouvrage et/ou propriétaire de l'ouvrage au moment du sinistre, pendant une durée de 2 ans à compter de la réception, le bon fonctionnement des éléments d'équipement que l'on peut démonter ou remplacer sans détériorer l'ouvrage.

La période de garantie commence au plus tôt à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement définie à l'article 1792-6 du Code Civil Français. Elle prend fin à l'expiration de deux ans à compter de la réception.

Toutefois, la garantie est acquise pendant le délai de garantie de parfait achèvement, lorsque, après mise en demeure restée infructueuse, l'entrepreneur n'a pas exécuté, dans le délai fixé au marché ou, à défaut, dans un délai de quatre-vingt dix (90) jours, son obligation de réparer.

2.2 Dommages aux existants

L'Assureur garantira à l'AP-HP, Maître d'ouvrage et/ou propriétaire de l'ouvrage au moment du sinistre, le paiement des travaux de réparation des dommages matériels affectant les existants sous la condition qu'il soit établi :

- d'une part, que ces dommages sont la conséquence directe de l'exécution des travaux neufs et non celle des propres défauts des parties préexistantes,
- d'autre part, qu'ils nuisent à la solidité ou à la propriété à destination de la construction.

2.3. Dommages immatériels consécutifs

L'Assureur garantira à l'AP-HP, Maître d'ouvrage et/ou propriétaire de l'ouvrage au moment du sinistre, le paiement des dommages immatériels consécutifs subis par l'AP-HP, Maître d'ouvrage et/ou propriétaire de l'ouvrage au moment du sinistre, chargée de l'exploitation, de l'opération de construction et résultant d'un dommage matériel couvert au titre de la garantie de base visée à l'article 1 « Garanties décennales obligatoires » ou de bon fonctionnement visée à l'article 2.1 « Bon fonctionnement des éléments d'équipement ».

A.P.-H.P.	Consultation n°25-047	ACHAT
CCTP.2 15/09/2021	Dernière mise à jour du : 20/02/2025	10 / 26

3. GARANTIE SPECIFIQUE DES OUVRAGES DE GENIE CIVIL

A - nature de la garantie

Cette garantie a pour objet d'étendre la garantie « Dommages Ouvrage obligatoire » aux ouvrages de génie civil suivants, non accessoires au sens de l'article L-243-1-1 alinéa 2 du Code des Assurances Français, aux travaux de construction et, réalisés sur l'emprise et dans le cadre de l'opération de construction :

- Parcs de stationnement,
- Voeries, réseaux divers, canalisations et ouvrages de distribution d'énergie,

B - exclusions particulières

- 1) Les revêtements d'étanchéité des piscines constitués de membranes armées en haut polymère sans bitume inférieur à 150/1000 d'épaisseur,
- 2) Les matériels et équipements de filtration, traitement de l'eau, traitement hydraulique,
- 3) Les couches d'usure des ouvrages de technique routière,
- 4) Les revêtements de sols sportifs,

Ainsi que les dommages affectants :

- 5) Tous ouvrages réalisés avec des technologies expérimentales ou procédés nouveaux dont l'usage n'est pas défini par la réglementation édictée par les pouvoirs publics, les documents techniques unifiés ou les normes homologuées établies par les organismes compétents à caractère officiel,
- 6) Les réseaux de chauffage urbain, les installations de géothermie, les réseaux industriels en général ainsi que les réseaux d'adduction d'eau, les réseaux électriques et de communication.

4. POINT DE DEPART ET DUREE DES GARANTIES

4.1 La garantie commence, au plus tôt, sous réserve des dispositions du § 3.2, à l'expiration du délai de la garantie de parfait achèvement (article 1792-6 du Code Civil Français).

Elle prend fin à l'expiration d'une période de 10 ans à compter de la réception de l'ouvrage.

4.2. Toutefois, la garantie est acquise :

✦ Avant la réception des travaux

Lorsque, après mise en demeure restée infructueuse, le contrat de louage d'ouvrage conclu avec l'entreprise est résilié pour inexécution par celle-ci de son obligation de réparer.

✦ Après la réception des travaux

(Et avant l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement)

Lorsque, après mise en demeure infructueuse l'entreprise n'a pas exécuté dans le délai fixé au marché ou à défaut dans un délai de quatre-vingt-dix jours son obligation de réparer.

5. CHAMP D'APPLICATION DU CONTRAT

L'AP-HP, Maître d'ouvrage et/ou propriétaire de l'ouvrage au moment du sinistre, faisant réaliser des travaux de bâtiment ou ressortissant de la technique des travaux de bâtiment en qualité de propriétaire d'immeubles et en

A.P.-H.P.	Consultation n°25-047	ACHAT
CCTP.2 15/09/2021	Dernière mise à jour du : 20/02/2025	11 / 26

tant que tel, non soumise formellement à l'obligation d'assurance Dommages-Ouvrage (article L 242-1 du Code des Assurances Français), choisit néanmoins de souscrire une telle garantie.

La date de déclaration d'ouverture de chantier a été fixée au 29/02/2024 pour une date de réception prévisible à septembre 2025.

6. MONTANT DES GARANTIES

6.1. GARANTIES OBLIGATOIRES

- Désordres de nature décennale : Montant des travaux et honoraires TTC indexé B.T.01.

Le montant total de garantie accordé est égal au **coût total et définitif de la construction** qui sera fourni avec le Décompte Général Définitif.

6.2. GARANTIES COMPLÉMENTAIRES

- Bon fonctionnement des éléments d'équipement **10 %** du coût total définitif de la construction.
Cette somme sera revalorisée en fonction de l'évolution de l'indice entre la date de réception et celle de la réparation du sinistre.

- Dommages aux existants **20 %** du coût total définitif de la construction.
Cette somme sera revalorisée en fonction de l'évolution de l'indice entre la date de réception et celle de la réparation du sinistre

Dommages immatériels consécutifs à un dommage matériel garanti **20 %** du coût total définitif de la construction.
Cette somme sera revalorisée en fonction de l'évolution de l'indice entre la date de réception et celle de la réparation du sinistre

7. TARIFICATION

Toutes garanties : **taux** appliqué au coût prévisionnel de la construction, taxes et honoraires compris.

Le taux de cotisation est indiqué dans l'Acte d'Engagement pour chaque garantie en fonction du coût prévisionnel de l'ouvrage.

8. GESTION DU CONTRAT

Régularisation de la cotisation par application du taux sur le coût définitif de la construction.

9. FRANCHISES, OPTIONS ET VARIANTES

L'Assureur tarifiera en ne tenant compte **d'aucune franchise**.

Le pouvoir adjudicateur n'autorise pas les candidats à présenter des variantes libres au titre de la présente consultation.

A.P.-H.P.	Consultation n°25-047	ACHAT
CCTP.2 15/09/2021	Dernière mise à jour du : 20/02/2025	12 / 26

Au sens du droit communautaire des marchés publics, le présent marché pourra en cas de modifications des prestations prévues au marché faire l'objet d'un ou plusieurs avenants.

Au sens « modalités d'exécution particulières du marché » en droit des marchés publics français, le marché ne comporte aucune variante imposée.

10. RECONSTITUTION DES GARANTIES

Les montants des garanties peuvent être reconstitués sur demande de l'AP-HP ou de toute personne ayant un intérêt à la conservation de l'ouvrage, contre paiement d'une cotisation calculée dans les conditions fixées par avenant.

Les effets de la reconstitution ne s'appliquent qu'à des sinistres dont la première manifestation est postérieure à la signature de l'avenant de prise en charge.

Cette reconstitution ne peut être accordée que si elle est demandée, au plus tard, dans un délai de 3 mois suivant la date de versement de l'indemnité ou de la dernière fraction d'indemnité.

Il est convenu que l'Assureur ne fera pas application de la règle proportionnelle de capitaux visée à l'article L.121-5 du Code des Assurances Français en cas de non reconstitution de l'un ou des montants de garantie.

EXCLUSIONS

Pour les garanties obligatoires, l'Assureur ne garantira pas les dommages résultants :

- a) **Du fait intentionnel ou du dol d'un représentant de l'AP-HP ;**
Toutefois la garantie restera acquise par l'AP-HP qui n'a pas commis le fait intentionnel ou le dol, étant précisé qu'un recours sera possible contre son auteur,
- b) **Des effets de l'usure normale, du défaut d'entretien ou de l'usage anormal,**
- c) **De la cause étrangère,**

Pour les garanties facultatives, l'Assureur ne garantira pas les dommages résultants :

S'agissant des garanties complémentaires, les exclusions légales leur sont applicables et sont complétées par les exclusions suivantes : - ne sont jamais garantis les dommages résultants :

- . De l'absence de travaux qui, prévus ou non aux marchés des constructeurs, auraient été nécessaires pour compléter la réalisation de la construction et dont la non-exécution a entraîné ces dommages,
- . D'économies imposées aux constructeurs dans le choix des matériaux et/ou procédés de construction qui sont à l'origine des dommages,
- . De la non prise en compte des réserves techniques notifiées à l'assuré par les constructeurs au sens de l'article 1792-1 du Code civil, les sous-traitants, les fabricants, les négociants et le contrôleur technique.
- Ne sont pas garantis :
 - . Les astreintes et pénalités de retard, qu'elles soient à votre charge ou non;
 - Au titre de la garantie de bon fonctionnement, ne sont également pas garantis les dommages affectants :
 - . Les appareils et équipements ménagers ou domestiques, même s'ils sont fournis au titre du contrat de vente du bâtiment,

A.P.-H.P.	Consultation n°25-047	ACHAT
CCTP.2 15/09/2021	Dernière mise à jour du : 20/02/2025	13 / 26

AP-HP

- . Les éléments d'équipement d'un ouvrage au sens des articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-7 du Code civil, y compris leurs accessoires, dont la fonction exclusive est de permettre l'exercice d'une activité professionnelle dans l'ouvrage, tels que visés à l'article 1792-7 du Code civil.
- . Les dommages résultant de toutes stipulations contractuelles que l'assuré aurait acceptées et qui iraient au-delà des dispositions légales ;
- . Les dommages affectant les appareils, équipements ménagers ou domestiques, même s'ils sont fournis au titre du contrat de vente du bâtiment ;
- . Les dommages affectant les éléments d'équipement, y compris leurs accessoires, dont la fonction exclusive est de permettre l'exercice d'une activité professionnelle dans l'ouvrage, tels que visés à l'article 1792-7 du Code civil ;
- . Les dommages résultant de la non-conformité des opérations de construction avec les règlements de construction, sous réserve de la garantie prévue pour l'isolation phonique.

A.P.-H.P.	Consultation n°25-047	ACHAT
CCTP.2 15/09/2021	Dernière mise à jour du : 20/02/2025	14 / 26

SINISTRES

**CONSTAT DES DOMMAGES - DETERMINATION DE L'INDEMNITE
REGLEMENT DU SINISTRE**

1. CONSTAT DES DOMMAGES - EXPERTISE

1.1. Les dommages sont constatés, décrits et évalués par les soins d'une personne physique ou morale, désignée par l'Assureur et ci-après dénommée "l'Expert". L'Expert peut faire l'objet d'une récusation dans les huit jours de la notification de sa désignation à l'AP-HP. En cas de seconde récusation par l'AP-HP, l'Assureur fait désigner l'Expert par le juge des référés. Lorsque l'Expert est une personne morale, celle-ci fait connaître aux parties le nom de la ou des personnes physiques chargées d'effectuer la mission donnée, en son nom et sous sa responsabilité.

Lors de la première demande de récusation, les délais d'instruction et de règlement des sinistres prévus ci-après par la présente clause sont augmentés de dix jours. En cas de désignation de l'Expert par le juge des référés, ces mêmes délais sont augmentés de trente jours.

Les opérations de l'Expert revêtent le caractère contradictoire. L'AP-HP peut se faire assister ou représenter. Les observations éventuelles de l'AP-HP sont consignées dans le rapport de l'Expert.

1.2. L'Assureur s'engage envers l'AP-HP, Maître d'ouvrage et/ou propriétaire de l'ouvrage au moment du sinistre, à donner à l'Expert les instructions nécessaires pour que les constructeurs et le contrôleur technique, ainsi que les Assureurs couvrant leur responsabilité professionnelle soient, d'une façon générale, consultés pour avis par ledit Expert, chaque fois que celui-ci l'estime nécessaire et, en tout cas, obligatoirement avant le dépôt entre les mains de l'Assureur de chacun des deux documents définis au § 1.3., et soient, en outre, systématiquement informés par lui du déroulement des différentes phases du constat des dommages et du règlement des indemnités.

1.3 La mission d'expertise définie au § 1.1. est limitée à la recherche et au rassemblement des données strictement indispensables à la non-aggravation et à la réparation rapide des dommages garantis.

Les conclusions écrites de l'Expert sont, en conséquence, consignées au moyen de deux documents distincts :

1.3.1 Un rapport préliminaire

Ce rapport comporte l'indication descriptive et estimative des mesures conservatoires jugées nécessaires à la non-aggravation des dommages, compte tenu, s'il y a lieu, des mesures conservatoires prises par l'AP-HP, Maître d'ouvrage et/ou propriétaire de l'ouvrage au moment du sinistre, ainsi que les indications sommaires sur les circonstances et les caractéristiques techniques du sinistre, permettant à l'Assureur de se prononcer dans le délai de 60 jours à compter de la réception, sur le principe de la mise en jeu des garanties du marché.

1.3.2 Un rapport d'expertise

Ce rapport est exclusivement consacré à la description des caractéristiques techniques du sinistre et à l'établissement des propositions, descriptions et estimations, concernant les différentes mesures à prendre et les différents travaux à exécuter en vue de la réparation intégrale des dommages constatés.

Ce rapport comprendra, en tant que de besoin, l'analyse des faits générateurs du sinistre et les éléments propres à définir les responsabilités des différents constructeurs.

A.P.-H.P.	Consultation n°25-047	ACHAT
CCTP.2 15/09/2021	Dernière mise à jour du : 20/02/2025	15 / 26

2. RAPPORT PRELIMAIRE – MISE EN JEU DES GARANTIES – MESURES CONSERVATOIRES

- 2.1. Dans un délai maximum de 60 jours courant à compter de la réception de la déclaration du sinistre, l'Assureur, au vu du rapport préliminaire établi par l'Expert et préalablement communiqué à l'AP-HP, Maître d'ouvrage et/ou propriétaire de l'ouvrage au moment du sinistre, notifie à l'AP-HP sa décision quant au principe de la mise en jeu des garanties du marché. Cette notification est faite par écrit, soit contre récépissé, soit par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Toute décision négative de l'Assureur ayant pour effet de rejeter la demande d'indemnisation doit être expressément motivée.

Si l'Assureur ne conteste pas la mise en jeu des garanties du marché, la notification de sa décision comporte l'indication du montant de l'indemnité destinée à couvrir les dépenses correspondantes à l'exécution des mesures conservatoires nécessaires à la non-aggravation des dommages. Cette indemnité tient compte, s'il y a lieu, des dépenses qui ont pu être précédemment engagées par l'AP-HP, Maître d'ouvrage et/ou propriétaire de l'ouvrage au moment du sinistre, au titre de mesures conservatoires.

- 2.2 L'Assureur prend les dispositions nécessaires pour que l'AP-HP, Maître d'ouvrage et/ou propriétaire de l'ouvrage au moment du sinistre, puisse être saisie du rapport préliminaire en temps utile et, en tout cas, dans un délai compatible avec le délai de 60 jours qu'il est lui-même tenu d'observer en vertu du § 2.1.

- 2.3 Faute, pour l'Assureur, de respecter le délai fixé au 2.1 et sur simple notification faite à l'Assureur, par écrit, soit contre récépissé, soit par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, la garantie du présent marché joue pour ce qui concerne le sinistre déclaré et l'AP-HP est autorisée à engager les dépenses correspondantes à l'exécution des mesures conservatoires nécessaires à la non-aggravation des dommages, dans la limite de l'estimation faite dans le rapport préliminaire de l'Expert.

Si, dans le même délai, l'AP-HP n'a pu avoir connaissance du rapport préliminaire, elle est autorisée, de la même manière, à engager les dépenses en cause dans la limite de l'estimation qu'elle a pu en faire elle-même.

Elle peut également, après l'avoir notifié à l'Assureur, par écrit, soit contre récépissé, soit par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, engager les dépenses nécessaires à la réparation des dommages.

L'indemnité versée par l'Assureur est alors majorée de plein droit d'un intérêt égal au double du taux de l'intérêt légal.

3. RAPPORT D'EXPERTISE – DETERMINATION DE L'INDEMNITE

- 3.1. Dans un délai maximum de 90 jours courant à compter de la réception de la déclaration de sinistre, l'Assureur au vu du rapport d'expertise préalablement communiqué à l'APHP, Maître d'ouvrage et/ou propriétaire de l'ouvrage au moment du sinistre, notifie à l'AP-HP ses propositions définitives quant au montant de l'indemnité destinée au paiement des travaux de réparation des dommages. Cette notification est faite par écrit, soit contre récépissé, soit par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Ces propositions peuvent faire l'objet d'une actualisation ou d'une révision de prix ; elles sont obligatoirement ventilées entre les différents postes de dépenses retenus et appuyées des justifications nécessaires, tant en ce qui concerne les quantités que les prix unitaires. Elles comprennent, outre les dépenses de travaux proprement dits, les frais annexes nécessaires à la mise en œuvre desdits travaux, tels qu'honoraires, essais, analyses, ainsi que les taxes applicables. Elles tiennent compte, s'il y a lieu, des dépenses qui ont pu être précédemment engagées ou retenues, ainsi que des indemnités qui ont pu être

A.P.-H.P.	Consultation n°25-047	ACHAT
CCTP.2 15/09/2021	Dernière mise à jour du : 20/02/2025	16 / 26

antérieurement versées au titre des mesures conservatoires. Dans le cas d'une proposition d'indemnité provisionnelle, il est expressément convenu que les versements complémentaires de l'Assureur interviendront dans des délais tels que l'APHP n'ait jamais à faire l'avance des travaux de réparation des dommages.

3.2. L'Assureur prend les dispositions nécessaires pour que l'AP-HP, Maître d'ouvrage et/ou propriétaire de l'ouvrage au moment du sinistre, puisse être saisie du rapport d'expertise en temps utile et, en tout cas, dans un délai compatible avec le délai maximum de 90 jours qu'il est lui-même tenu d'observer en vertu du § 3.1.

3.3. Dans les cas de difficultés exceptionnelles où la nature ou l'importance particulière du sinistre interdiraient pratiquement à l'Expert d'établir son rapport dans le délai maximum de 90 jours, l'Assureur pourra proposer à l'AP-HP, Maître d'ouvrage et/ou propriétaire de l'ouvrage au moment du sinistre, de reporter la notification de l'indemnité au-delà de ce délai ; cette proposition doit être faite par écrit, soit contre récépissé, soit par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Cette proposition devra être expressément motivée et se fonder exclusivement sur des considérations de caractère technique ; elle devra préciser le délai supplémentaire nécessaire à la notification de l'indemnité et être notifiée à l'AP-HP, Maître d'ouvrage et/ou propriétaire de l'ouvrage au moment du sinistre, dans un délai maximum de 60 jours courant à compter de la réception de la déclaration du sinistre. Le délai supplémentaire prévu à l'alinéa qui précède est subordonné à l'acceptation expresse de l'AP-HP et ne peut excéder cent trente-cinq jours.

3.4 Dans un délai de 15 jours courant à compter de la réception de la notification de l'indemnité intervenant dans les conditions définies au § 3.1., ou, à titre exceptionnel, dans les conditions définies au § 3.3, l'AP-HP, Maître d'ouvrage et/ou propriétaire de l'ouvrage au moment du sinistre, fait connaître à l'Assureur si elle accepte ou non les propositions dont elle a été saisie. Elle doit le faire par écrit, soit contre récépissé, soit par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

4. REGLEMENT DU SINISTRE

4.1 En cas d'accord de l'AP-HP, Maître d'ouvrage et/ou propriétaire de l'ouvrage au moment du sinistre, sur les propositions faites par l'Assureur, le règlement de l'indemnité par l'Assureur intervient dans les conditions suivantes :

4.1.1. En une seule fois et dans un délai maximum de 30 jours courant à compter de la réception par l'Assureur, de l'acceptation de l'AP-HP, Maître d'ouvrage et/ou propriétaire de l'ouvrage au moment du sinistre, lorsque le montant global de l'indemnité n'excède pas la somme de **305 000,00 €**.

4.1.2. En plusieurs fractions égales, lorsque le montant global de l'indemnité est supérieur à **305 000,00 €**, les versements étant échelonnés dans le temps et, s'il y a lieu, revalorisés en fonction du rythme de l'exécution des travaux de réparation des dommages, selon les modalités fixées au présent Cahier des Clauses Particulières. La première fraction de l'indemnité est versée dans un délai maximum de 30 jours courant à compter de la réception, par l'Assureur, de l'acceptation de l'AP-HP, Maître d'ouvrage et/ou propriétaire de l'ouvrage au moment du sinistre. Elle ne peut être inférieure au chiffre défini ci-dessus. Les autres fractions sont versées, dans tous les cas, dans des conditions de délai telles que l'AP-HP, Maître d'ouvrage et/ou propriétaire de l'ouvrage au moment du sinistre, ne soit jamais conduite à faire l'avance du paiement des travaux.

4.2. Faute par l'AP-HP, Maître d'ouvrage et/ou propriétaire de l'ouvrage au moment du sinistre, de respecter le délai de réponse de 15 jours, le règlement de l'indemnité ou, selon le cas, de la première fraction de l'indemnité, intervient sur la base des propositions faites par l'Assureur dans un délai maximum de 30

A.P.-H.P.	Consultation n°25-047	ACHAT
CCTP.2 15/09/2021	Dernière mise à jour du : 20/02/2025	17 / 26

AP-HP

jours courant à compter de l'expiration du délai de réponse, et selon les modalités prévues aux § 4.1.1. et 4.1.2.

- 4.3. L'AP-HP, Maître d'ouvrage et/ou propriétaire de l'ouvrage au moment du sinistre, s'engage à autoriser l'Assureur à constater l'état d'exécution des travaux de réparation des dommages ayant fait l'objet d'une indemnisation en cas de sinistre.
- 4.4. En tout état de cause, l'AP-HP, Maître d'ouvrage et/ou propriétaire de l'ouvrage au moment du sinistre qui, dans le délai de réponse de 15 jours a fait connaître à l'Assureur qu'elle n'acquiesce pas aux propositions de règlement dont elle a été saisie, si elle estime ne pas devoir cependant différer l'exécution des travaux de réparation, reçoit sur sa demande, de l'Assureur, sans préjudice des décisions éventuelles de justice à intervenir sur le fond, une avance au moins égale aux trois quarts du montant de l'indemnité qui lui a été notifiée selon les modalités définies au § 3. Cette avance, forfaitaire et non revalorisable et à valoir sur le montant définitif de l'indemnité qui sera mise à la charge de l'Assureur, est versée en une seule fois, dans un délai maximum de 15 jours courant à compter de la réception, par l'Assureur, de la demande de l'AP-HP, Maître d'ouvrage et/ou propriétaire de l'ouvrage au moment du sinistre.
- 4.5. L'AP-HP, Maître d'ouvrage et/ou propriétaire de l'ouvrage au moment du sinistre, s'engage à autoriser l'Assureur à constater l'exécution des travaux de réparation des dommages ayant fait l'objet d'une avance.

A.P.-H.P.	Consultation n°25-047	ACHAT
CCTP.2 15/09/2021	Dernière mise à jour du : 20/02/2025	18 / 26

AUDIT DES RISQUES

Maître de l'ouvrage : ASSISTANCE PUBLIQUE –HOPITAUX DE PARIS**55 Bd Diderot / CS22305****75610 PARIS CEDEX 12****Désignation de l'opération :**

Adresse : 38 boulevard de Sébastopol / 59 rue Quincampoix

Code postal : 75004 PARIS

Permis de construire n° : PC 075 104 23 P0032

Délivré le : 11/12/2023

Par : LE PREFET DE LA REGION ILE-DE-FRANCE, PREFET DE PARIS

Date de la déclaration d'ouverture de chantier (D.O.C.) : 29/02/2024

Date de début des travaux : 15/04/2024

Date prévue d'achèvement : 09/2025

■ Coût total prévisionnel :	H.T.	T.T.C.
Dont :		
- travaux de bâtiment	5 048 516,00 €HT €	6 058 219,20 €TTC
- travaux VRD	€	€
- équipements spécialisés	€	€
- aménagements	€	€
- maîtrise d'œuvre / contrôle technique	598 292,16 €HT,	718 310,59 €TTC

(1) Maître d'œuvre + contrôle technique + coordonnateur SPS

Nature de l'opération, destination des locaux :
☒ Habitation
☐ Bureaux
☐ Autre
Usage de l'opération :
☐ Propre
☒ Locatif
☐ Vente
Contrôle technique

- Nom ou dénomination sociale du contrôleur technique agréé : QUALICONSLT
- Adresse : Bâtiment E, 1 Bis Rue du Petit Clamart
- Code postal : 78140
- Commune : VELIZY-VILLACOUBLAY
- Nom de l'ingénieur chargé de suivre l'opération : Jérémie TANCRE (chargé d'affaire)
- 24 Rue des Petites Ecuries, 75010 PARIS
- Tél. : 01.55.33.14.74 | Mobile : 06.65.75.97.21

A.P.-H.P.	Consultation n°25-047	ACHAT
CCTP.2 15/09/2021	Dernière mise à jour du : 20/02/2025	19 / 26

- Missions confiées au contrôleur :

☒ L ☒ S ☐ PS ☒ P1 ☒ F ☒ Ph ☒ HAND ☒ Brd

☒ LE ☒ AV ☒ GTB ☒ ENV ☒ HYS ☐ CO ☒ TH

- Autre à préciser : CABL, VIEL et PV
- Nom de son assureur : SMABTP
Grands Comptes Entreprises
8, rue Louis Armand – CS 71201 75738 Paris Cedex 15
- Attestation d'assurance fournie : ☒ OUI ☐ NON

Description sommaire de l'opération :

Réhabilitation lourde d'un ensemble immobilier de 27 logements à destination des personnels AP-HP et de 2 commerces.

- Surface hors œuvre brute : La SHOB est de 2989.31 m².
La surface plancher est de 2139.6 m².

Bâtiment à usage d 'habitation : ☒

<u>Nature</u>	<u>Nombre de bâtiments</u>	<u>Nombre de sous-sol</u>	<u>Nombre d'étage</u>	<u>Nombre de logements</u>
Maisons individuelles				
Immeubles collectifs	1	2	5	27 et 2 commerces
Maisons de retraites				

A.P.-H.P.	Consultation n°25-047	ACHAT
CCTP.2 15/09/2021	Dernière mise à jour du : 20/02/2025	20 / 26

Situation de l'opération avoisinants

- Bâtiments avoisinants situés à moins de 10m des travaux neufs : OUI ☒ NON ☐
- * Si oui, existe-t-il un référé préventif OUI ☒ NON ☐
- Bâtiments avoisinants ayant une structure béton armé : OUI ☐ NON ☒
- Travaux de reprise en sous-œuvre des avoisinants : OUI ☐ NON ☒
- Les travaux sont-ils effectués sur des bâtiments occupés ? OUI ☐ NON ☒

Opérations comportant des travaux sur parties préexistantes :

S'agit-il de travaux de rénovation lourde, comprenant pour tout ou partie l'exécution des travaux listés ci-dessous ?

OUI ☒NON ☐

Dans l'affirmative :

- ☒ Travaux de maçonnerie béton armé modifiant les structures ou les efforts supportés par la construction.
- ☐ Renforcement de fondations existantes.
- ☐ Modification de niveaux de fondations et reprise en sous œuvre de fondations.
- ☐ Création de nouveaux points de fondations pour les structures porteuses.
- ☒ Suppression d'éléments porteurs existants : *poteaux, murs intérieurs, façades, pignons.*
- ☐ Surélévation des existants.
- ☒ Travaux de charpente, couverture, bardage.
- ☒ Travaux d'étanchéité ou de d'imperméabilisation.
- ☐ Travaux d'isolation thermique par l'extérieur.
- ☒ Travaux de menuiserie extérieure.

S'agit-il de travaux de rénovation **légère**, comprenant l'exécution de travaux de maçonnerie et/ou de corps d'état différents que ceux indiqués ci-dessus ?

☐ OUI☒ NON

- Surface et nombre de bâtiments en fin de travaux : La SHOB est de 2989.31 m².

A.P.-H.P.	Consultation n°25-047	ACHAT
CCTP.2 15/09/2021	Dernière mise à jour du : 20/02/2025	21 / 26

	SHOB	Nombre de bâtiments	Nombre de logements
Parties préexistantes		1	27
Partie nouvelles d'ouvrage			

Travaux à réaliser et caractéristiques techniques de l'opération :

- La structure du bâtiment et ou de la charpente, comporte-t-elle des éléments de portée supérieure à 12m ? ☐ OUI ☒ NON
- La profondeur d'excavation est-elle supérieure à deux niveaux de sous-sol ou 5m ? ☐ OUI ☒ NON
- Si le terrain est en pente, les talus ont-ils une hauteur supérieure à 5m ? ☐ OUI ☒ NON
- L'opération comporte-t-elle la création d'un sous-sol sous l'emprise d'un bâtiment existant ? ☐ OUI ☒ NON

■ Description complémentaire de l'opération :

.....

Caractéristiques techniques et modes d'exécution des travaux :

Faites-vous procéder à une étude des sols par un BET spécialisé avec une mission comportant :

- Une étude limitée au prédimensionnement des ouvrages ? ☐ OUI ☒ NON
- Une étude complète de projet géotechnique ? ☒ OUI ☐ NON
- L'opération comporte-t-elle des parties enterrées ? ☒ OUI ☐ NON

■ dans l'affirmative quel est le niveau N.G.F. ? - des hautes eaux de la nappe phréatique :

■ du sol naturel :

■ du dernier niveau de sous-sol :

Des dispositions aptes à s'opposer à toutes remontées de la nappe phréatique ou à toute infiltration d'eaux de ruissellement (cuvelage, radier de sous pression, enduit d'étanchéité, drainage, radier drainant) ont-elles été prévues ?

☐ OUI ☒ NON

* Si oui, nature du procédé ? :

Nature des ouvrages :

Sont considérés comme ouvrages de "caractère exceptionnel" les ouvrages exécutés par des entreprises de maçonnerie béton armé, charpente en fer ou bois et de construction métallique, et comportant une ou plusieurs des particularités ci-après :

A.P.-H.P.	Consultation n°25-047	ACHAT
CCTP.2 15/09/2021	Dernière mise à jour du : 20/02/2025	22 / 26

GRANDE PORTEE

	Portée (entre nu des appuis) supérieure à :	Porte à faux supérieur à :
Pour le bois + poutres + arcs	30 m 60 m	15 m 15 m
Pour le béton + poutres + arcs (ou voûtes)	40 m 70 m	20 m 20 m
Pour l'acier + poutres + arcs	50 m 70 m	25 m 25 m

GRANDE HAUTEUR HORS SOL

	HAUTEUR TOTALE DE L'OUVRAGE (au-dessus du point le plus bas du sol entourant l'ouvrage) supérieure à :
Hall sans plancher intermédiaire	35 m
Bâtiment à étages	60 m
Cheminée	100 m

GRANDE PROFONDEUR

Parties enterrées dont la hauteur (en dessous du point le plus haut du sol entourant l'ouvrage) est supérieure à 15 mètres.

Pieux (ou puits de fondations) de plus de 30 mètres après recépage.

L'opération comporte-t-elle l'exécution d'ouvrages de caractère exceptionnel ?... **OUI** ☐ **NON** ☒

Rappel : conformément à l'article R.111.38 du Code de la construction, les opérations comportant l'exécution d'ouvrage de caractère exceptionnel sont soumises obligatoirement à contrôle technique visant la solidité de l'ouvrage (mission de type L au minimum).

Nature des travaux concernés et leurs caractéristiques techniques	Leur montant	Indemnité de l'entreprise qui les exécutera et ses (éventuelles) qualifications professionnelles
Sans objet		

Les constructeurs :

Le Maître d'ouvrage : **ASSISTANCE PUBLIQUE –HOPITAUX DE PARIS**
Direction Economique, Financière, de l'Investissement et du Patrimoine
Département Immobilier & Investissements

A.P.-H.P.	Consultation n°25-047	ACHAT
CCTP.2 15/09/2021	Dernière mise à jour du : 20/02/2025	23 / 26

Service de la Maîtrise d'Ouvrage

- Adresse : **55 Bd Diderot / CS22305**
- Code postal : **75610** Commune : **PARIS CEDEX 12**
- Agissant en qualité de : **Maître d'Ouvrage**
- Assure-t-il certaines missions de maîtrise d'œuvre ? **OUI** ☐ **NON** ☒

Dans l'affirmative, précisez la nature des prestations et indiquez les références (diplômes, expérience pratique) du technicien :

.....

- Exécute-t-il certains travaux ? **OUI** ☐ **NON** ☒

Dans l'affirmative, précisez la nature des travaux, leurs montants et les références techniques des personnes dirigeant ces travaux :

.....

Dans l'affirmative, et si vous êtes assuré pour ce type de prestation, joindre une attestation d'assurance valable à la date de la D.O.C.

- Fournit-il des travaux ? **OUI** ☐ **NON** ☒

Dans l'affirmative, précisez leurs natures et le montant estimatifs des matériaux fournis :

.....

- Dispose-t-il d'un service d'entretien ? **OUI** ☒ **NON** ☐

Dans l'affirmative, décrire l'organisation et les modalités d'intervention du service (équipe interne et externe, effectif, budget) :

Marché de prestations d'entretien.....

Les B.E.T. et ingénieurs-conseils :

NOM ET PRENOM	ADRESSE	MISSION

Le souscripteur peut joindre en annexe une liste qui, dans ce cas, devra reprendre l'ensemble des renseignements de la grille figurant ci-dessous. Cette liste, faisant référence à la présente opération, sera datée et signée pour être annexée au contrat dont elle fera partie intégrante.

Mode de passation des marchés :

Les travaux ont été répartis en 1 lot à attribuer en marché de travaux (conception-réalisation).

A.P.-H.P.	Consultation n°25-047	ACHAT
CCTP.2 15/09/2021	Dernière mise à jour du : 20/02/2025	24 / 26

☐ en groupement

☐ en entreprise générale :

☒ en "contractant général" (contrat de louage d'ouvrage unique pour la conception et la réalisation de l'opération) :

nom, adresse : GENEVE, 5 Av. de la Villa Antony, 94410 Saint-Maurice

☐ en corps d'état séparé

Les concepteurs : Architectes et Maître d'œuvre

<u>IDENTITE</u>	<u>ADRESSE</u>	<u>MISSION</u>	
		Conception et Suivi des travaux	
ATELIER TEQUI ARCHITECTES	10 rue de Paradis - 75010 PARIS	X	X
BERIM	51 rue Paul Meurice - 75 020 PARIS.....	X	X
.....		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<i>NB : joindre les attestations d'assurances à la date de la D.O.C.</i>			

Le présent rapport d'analyse des risques comprend les annexes suivantes :

- Le contrat de l'équipe de maîtrise d'œuvre,
- Le planning prévisionnel de l'opération faisant apparaître la date prévisionnelle de démarrage des travaux ainsi que la durée prévisionnelle des travaux,
- La convention de contrôle technique et l'attestation d'assurance décennale,
- Le rapport initial du contrôleur technique,
- Le rapport d'étude des sols,
- Les plans (de situation, de masse, de vue en plan d'étage courant, de coupe, de façades),
- La liste des constructeurs,
- Le contrat de louage d'ouvrage et l'attestation d'assurance décennale, (marché de travaux),
- Les attestations d'assurance Responsabilité Civile décennale,
- Les Certificats de Qualifications Professionnelle des Entreprises,
- La photocopie de la Déclaration d'Ouverture de Chantier,
- Les documents techniques (CCTP, CCAP, acte d'engagement).

A.P.-H.P.	Consultation n°25-047	ACHAT
CCTP.2 15/09/2021	Dernière mise à jour du : 20/02/2025	25 / 26

A.P.-H.P.	Consultation n°25-047	ACHAT
CCTP.2 15/09/2021	Dernière mise à jour du : 20/02/2025	26 / 26